

Paris, le 18 mai 2017

**Le service public :**

**grand absent**

**du gouvernement Macron !**



**Le ministère de la fonction publique disparaît !**

**5,5 millions d'agent-e-s n'auront donc plus droit « au chapitre » au sein de ce nouveau gouvernement.**

Le fait que la DGAFP et les sujets « Fonction publique » soient, semble-t-il, rattachés à Bercy et tout particulièrement au Ministre de l'Action et des Comptes publics, nous fait craindre le pire pour cet élément fondamental de la cohésion sociale.

Sans doute n'est-ce pas le souci premier de ce gouvernement qui, liant le sort des agent-e-s de la Fonction publique aux seules exigences des comptes de la Nation, semble oublier le service dû à tous au nom de l'intérêt général. L'action publique pourrait se réduire au service prioritaire de la seule entreprise. Dans cette perspective la Fonction publique et ses personnels ne serait qu'une variable d'ajustement budgétaire clairement affichée.

Dès lors que le nouveau Président de la République envisageait en tant que candidat de supprimer au cours de son mandat 120 000 postes de fonctionnaires (50 000 à l'État et 70 000 à la Territoriale) nous comprenons mieux ce lien.

Nous savons que ce gouvernement recherchera environ 60 milliards de réductions dans les « dépenses publiques ». Nous comprenons que le service public sera le principal vecteur des coupes budgétaires à venir. Ce qui ne sera plus payé par l'impôt dû par tous le sera à titre personnel, alors autant être riche et en bonne santé.

**L'absence de ministère de la Fonction publique n'est pas une bonne nouvelle ni pour ses personnels, ni pour ses usagers, ni pour les citoyens !**